

**DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT****Bureau de l'environnement****ARRETE n° 02-DRCLE/1-114**

**mettant en demeure la SARL Entreprises TRINEAU
de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral
n° 90-DIR/1-642 du 21 juin 1990**

DRIRE Pays de Loire G.S. LA ROCHE S/YON		
Reçu le : 20 MARS 2002		
Enregistrement :		
MH	attrib.	Visa
JB		
AB		
DL		
DM	2	
MLP		
BM		
PYS		
SEC		

Le Préfet de la Vendée

VU l'ordonnance 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

VU le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

VU le décret modifié n° 53-578 du 20 mai 1953 fixant la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 90-DIR/1-642 du 21 juin 1990 autorisant la SARL Entreprises TRINEAU à exploiter une installation de traitement de matériaux de carrières sur les territoires des communes d'Aizenay et de Venansault ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 26 février 2002

Considérant que la SARL Entreprises TRINEAU ne respecte pas pour l'exploitation de l'installation de traitement de matériaux de carrières sise sur les territoires des communes d'Aizenay et de Venansault, les prescriptions des articles 3.1 (dernier alinéa), dispositions relatives à la propreté des voiries extérieures, article 3.2 (alinéas 1 et 2), dispositions relatives à l'envol des poussières, article 3.3 (dispositions relatives à l'évacuation des eaux pluviales et à la prévention des écoulements accidentels) de l'arrêté préfectoral du 21 juin 1990 susvisé.

SUR la proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Vendée ;

A R R E T E

Article 1er - Monsieur le directeur de la SARL Entreprises TRINEAU dont le siège administratif est sis Z.I. Les Blussières - 85190 AIZENAY - est mis en demeure de respecter dans un délai de trois mois, les prescriptions des articles 3.1 (dernier alinéa) dispositions relatives à la propreté des voiries extérieures, article 3.2 (alinéas 1 et 2), article 3.3 (dispositions relatives à l'évacuation des eaux pluviales et à la prévention des écoulements accidentels) de l'arrêté préfectoral du 21 juin 1990 autorisant au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitation d'une installation de traitement de matériaux de carrière sur le territoire des communes d'Aizenay et de Venansault.

A cet effet, la SARL Entreprises TRINEAU procède à

- la mise en place d'un dispositif approprié de nettoyage des roues des véhicules sortant du site des installations de traitement des matériaux afin d'éviter l'envol de poussières lors du cheminement des véhicules sur la voie d'accès à la RD 948 ;
- la mise en place d'un dispositif efficace de lutte contre l'envol des poussières au droit du point de jetée du transporteur fixe de matériaux 12/150 provenant du site de la carrière et du tas associé. La pulvérisation d'eau et la goulotte de descente sont complétées par un capotage complet du point de jetée et du tas de matériaux ;
- la mise en place de systèmes de décantation efficaces permettant pour l'ensemble des eaux pluviales reçues sur le site de l'installation de traitement et des stocks associés et rejetées aux fossés présents en limites Nord et Ouest du site, le respect d'une teneur maximale de 100 mg/l en MES pour les rejets ;
- la mise en place de cuvettes de rétention étanches suffisamment dimensionnées pour tous les stockages aériens d'huiles et hydrocarbures présents au droit de l'atelier d'entretien et au droit du poste de remplissage de la cuve extérieure de fioul domestique.

Article 2 - Si, à l'expiration du délai fixé à l'article 1, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514.1 du code de l'environnement : consignation de sommes - travaux d'office - suspension d'activité, indépendamment des poursuites pénales.

Article 3 - Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

Article 4 - Une ampliation du présent arrêté sera déposée en mairies d'Aizenay et de Venansault et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché aux mairies d'Aizenay et de Venansault pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires concernés et envoyé à la Préfecture - direction des relations avec les collectivités locales et de l'environnement - bureau de l'environnement.

Article 5 - Le secrétaire général de la Préfecture de la Vendée, les maires d'Aizenay et de Venansault et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le directeur de la SARL Entreprises TRAINEAU, par lettre recommandée avec accusé de réception ou remis en mains propres par les soins des maires.

Fait à La Roche sur Yon, le 15 mars 2002

Le Préfet
pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

signé: Salvador PEREZ

pour ampliation,
le Chef de Bureau,



Jean Paul TRAVERS

A R R E T E n° 02-DRCLE/1-114 mettant en demeure la SARL Entreprises TRAINEAU
de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 90-DIR/1-642 du 21 juin 1990

